

**ANA 24 04 037 – Travaux de mise en accessibilité
- IUT de Bordeaux Montaigne**

CCTP – LOT 06 –ASCENSEUR

DCE



COORDONNEES DES INTERVENANTS

Maître d'ouvrage	Université Bordeaux Montaigne Direction du Patrimoine Immobilier et Logistique Domaine Universitaire F33607 PESSAC CEDEX	M. Aurélien CORNILLE Tel : 06 63 15 98 95 Mail : aurélien.cornille@iut.u-bordeaux-montaigne.fr
Bureau d'Etudes Technique	ANA INGENIERIE Avenue de la Poterie Parc Technoclub 33170 GRADIGNAN	M. Maxime DESCATOIRE Tel : 06 41 48 00 13 Mail : m.descatoire@ana-ingenierie.fr
Bureau de Contrôle	ALPES CONTROLES 4 Rue Théodore Blanc, 33300 Bordeaux	M. Paul MERCIER 06 49 61 27 01 pmercier@alpes-controles.fr
SPS	BECS 3rue du Gold – Parc Inolin –33701 Mérignac	M. Xavier ANCELLE HANSEN 06 98 05 04 52 xavier.ancellehansen@becs.fr

REVISIONS DU DOCUMENT

A	21/01/2025	Edition originale	MDE
INDICE	DATE	MODIFICATION	AUTEUR

SOMMAIRE

1	GENERALITES	4
1.1	NORMES	4
1.2	DESSINS D'EXECUTION	5
1.3	DEFINITION DU MATERIEL PROPOSE.....	5
1.4	QUALITE DES MATÉRIELS.....	5
1.5	PROTECTION DU MATERIEL	5
1.6	CONTROLE DES TRAVAUX	6
1.7	ESSAIS	6
1.8	MISE EN SERVICE	6
1.9	LIMITE DE PRESTATIONS	6
1.10	NETTOYAGE DU CHANTIER	6
1.11	REGLEMENTATION HANDICAPEE.....	7
2	DESCRIPTION DE TRAVAUX.....	8
2.1	Travaux préparatoires	8
2.1.1	Etudes d'exécutions / frais de bureau d'études.....	8
2.1.2	Nettoyages en fin d'intervention et gestion des déchets	8
2.2	Mise en place de signalisation palière sur ascenseur existant	8
2.3	Commande à clés – Elévateur	9
2.4	Dossier des ouvrages exécutés.....	9

1 GENERALITES

CF CCTC

L'ensemble de l'installation mise en œuvre devra bénéficier du marquage CE.

1.1 NORMES

Les ouvrages seront exécutés conformément aux prescriptions des D.T.U., Normes, Documents Techniques et Règlements en vigueur, notamment :

- D.T.U. N° 75.1 - Principe d'établissement du programme d'ascenseurs dans les bâtiments à usage d'habitation
- Aux prescriptions des Normes Françaises, notamment N.F.P 82.208, 82.210 et 82.213, fixant pour les ascenseurs et monte-charge électriques, les règles générales de construction et d'installation, concernant la sécurité, ainsi qu'aux autres Normes, spécifications et autres règles techniques établies en la matière par l'Association Française de Normalisation
- Aux prescriptions du Décret du 01/12/1993 et des Arrêtés des 30 et 31/03/1934, concernant la protection de la radiodiffusion contre les troubles parasites
- Aux prescriptions, normalisations et règles techniques établies par l'Union technique et l'Electricité (dernières éditions en vigueur)
- Aux prescriptions imposées par l'exploitant d'électricité
- Aux Décrets, Arrêtés, règlements ou normalisations complétant ou modifiant les règlements susvisés
- Aux règles d'emploi des câbles d'acier
- Aux règles concernant le calcul de charpentes métalliques portant, soit le treuil, soit les poulies de renvoi
- Aux avis que pourront émettre le Laboratoire Central de la Préfecture de Police, les Services Départementaux de protection et de lutte contre l'incendie, l'Organisme de contrôle choisi par le Maître de l'Ouvrage
- Directive Européenne 95-16-CE
- Loi 2003-590 du 02/07/2003 (article 78)
- Décret 2004-964
- Les normes harmonisées à la directive 95/16/CE, à savoir NF EN 81-1 (appareil électrique), NF EN 81-2 (appareil hydraulique) de 1998 et NF EN 81-70 de Septembre 2003 (accessibilité)
- Directive 2014/33/UE

L'installation sera strictement conforme aux règlements applicables aux présents travaux et notamment

- L'arrêté du 30/06/1999 concernant la Nouvelle Réglementation Acoustique
- L'arrêté modifié du 31/01/1986 relatif à la sécurité incendie
- L'arrêté modifié du 24/12/80 relatif à l'accessibilité aux PMR

1.2 DESSINS D'EXECUTION

Pour tous les ouvrages, l'Entrepreneur devra établir, en conformité avec les pièces du marché, les dessins d'ensemble et de détails nécessaires à l'exécution des ouvrages et à leur pose, en liaison avec les autres corps d'états.

Ces dessins devront préciser les emplacements et dimensions de ses ouvrages, les axes et les dimensions des trous et feuillures éventuelles à réserver.

Ils seront soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre avant l'exécution des ouvrages, dans un délai compatible avec le planning d'exécution.

1.3 DEFINITION DU MATERIEL PROPOSE

La proposition de l'Entreprise sera considérée comme étant conforme au CCTP.

Toutefois, l'Entreprise fournira un descriptif technique concernant le matériel proposé (caractéristiques techniques, entraînement, commande etc... décoration, accessoires), quelques divergences pouvant apparaître avec le CCTP, en raison du caractère propre des fabrications de chaque constructeur.

1.4 QUALITE DES MATÉRIELS

Toutes les fournitures, matériels, appareillages, etc..., seront neufs et de bonne qualité. Ils devront être conformes aux Normes homologuées au moment de l'exécution des travaux, au point de vue de la fabrication, des caractéristiques, du montage, de la mise en œuvre et de l'emploi.

Il appartient à l'Entreprise qui demeure seule responsable des travaux, de vérifier et de contrôler l'origine des matériels et appareillages, selon les caractéristiques et les principes de fonctionnement.

L'acceptation d'un matériel par le Maître de l'Ouvrage ou par le Maître d'Œuvre ne pourra avoir pour effet de dégager la responsabilité de l'Entrepreneur.

1.5 PROTECTION DU MATERIEL

Protection contre la corrosion

- Les pièces métalliques susceptibles d'être attaquées, seront soit cadmiées et passivées, soit zinguées à chaud ;
- Les châssis métalliques supportant l'appareillage seront sablés, métallisés au zinc ou zingués à chaud, puis recouverts d'une couche de peinture antirouille ;
- Les éventuelles détériorations de la protection seront remises en état après montage.

Protection contre les inductions

Les équipements et les liaisons seront protégés contre les signaux parasites :

- En utilisant des câbles avec écran relié à la terre pour les circuits d'alarmes, de sécurité et de téléphone ;
- En reliant les appareils au même point de masse ;
- En éloignant les circuits de contrôle des circuits de puissance.

1.6 CONTROLE DES TRAVAUX

Au cours du chantier, à intervalles réguliers ou autant que nécessaire, le Maître d'Œuvre procédera à des opérations de contrôle portant sur la qualité des matériels et leur mise en œuvre.

Les équipements construits en dehors du chantier seront soumis tant en usine ou atelier qu'après montage à une série de contrôles destinés à juger de la qualité de leur réalisation, des commodités de montage et de maintenance, ainsi que de leurs aptitudes à assurer le service auquel ils sont destinés.

1.7 ESSAIS

Après achèvement complet des travaux, il sera procédé aux vérifications et essais suivant documents techniques COPREC.

Ces opérations auront pour but de vérifier si toutes les conditions du marché sont remplies. Elles sont entièrement à la charge de l'Entreprise qui devra également prévoir tout le matériel et la main d'Œuvre nécessaires (le matériel d'essai restant sa propriété).

1.8 MISE EN SERVICE

Sauf modalités particulières, la mise en service intervient normalement avant réception.

Pendant cette période, l'Entreprise doit procéder aux réglages définitifs et informer le personnel d'exploitation des modalités de mise en route, de conduite et d'arrêt des installations, en liaison avec les documents d'exploitation fournis à la réception.

1.9 LIMITE DE PRESTATIONS

Prestations à comprendre à charge du présent Lot :

Toutes les fournitures et travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages seront prévus, ce descriptif n'étant pas limitatif.

Seront dus également tous les documents graphiques, notes de calculs et essais.

D'une manière générale, tous les travaux entraînés par une modification apportée par le titulaire du présent lot à la solution de base faisant l'objet de l'appel d'offres seront obligatoirement exécutés par les titulaires des lots spécialisés sous la responsabilité et à la charge du titulaire du présent lot.

Mise à disposition des protections de sécurité.

1.10 NETTOYAGE DU CHANTIER

Chaque corps d'état doit le nettoyage du chantier pour chaque poste de travail et l'évacuation de ses gravois et détritux aux décharges publiques.

En conséquence, l'Entrepreneur effectuera tous les nettoyages de propreté, tant intérieurs qu'extérieurs, durant le cours de ses travaux et après l'exécution des travaux. En cas de carence de nettoyage constatée par la maîtrise d'œuvre, le SPS ou le maître de l'ouvrage, ceux-ci se réservent le droit de faire intervenir au frais de l'entreprise défaillante une entreprise spécialisée dans les 48H00 et ce sans mise en demeure préalable.

Chaque entrepreneur aura également à sa charge la dépose et l'enlèvement de ses protections provisoires, mais seulement dans le cas où cette dépose est nécessaire pour la poursuite des travaux. Dans le cas contraire, la dépose et l'enlèvement des protections provisoires seront réalisés en fin de chantier.

L'entrepreneur prendra également en charge les dégâts qu'il aura éventuellement causés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'emprise du chantier.

1.11 REGLEMENTATION HANDICAPEE

L'attention est attirée sur le fait que cette opération est régie par la Réglementation Handicapée du 24 décembre 2015 accompagnée du Décret du 24 décembre 2015 et de l'Arrêté du 24 décembre 2015. Il sera demandé au présent lot une extrême rigueur sur la qualité de sa prestation et le respect sans faute de cette nouvelle réglementation.

2 DESCRIPTION DE TRAVAUX

2.1 Travaux préparatoires

CF CCTC

2.1.1 Etudes d'exécutions / frais de bureau d'études

Les études d'exécution sont réalisées par l'Entreprise. L'entreprise devra en cours de travaux réaliser et communiquer au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre les pièces nécessaires à la parfaite réalisation du projet, conformément à la législation en vigueur, à la demande du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre.

Avant tous travaux d'exécution, l'entrepreneur du présent lot devra consulter les derniers plans architecte et plans de gros œuvre, afin d'adapter ses installations aux éventuelles modifications apportées au projet.

En plus des plans et documents concernant sa prestation, l'entrepreneur du présent lot est tenu de prendre connaissance des dossiers des autres lots et des limites de prestations.

Tous les documents diffusés seront accompagnés d'un cartouche et seront numérotés suivant une procédure à soumettre à l'accord du Maître d'Œuvre. La première diffusion du document original se fera obligatoirement à l'indice A.

Toutes les modifications apportées sur les notes ou plans établies en cours d'étude seront clairement « nuagées » et la modification sera rappelée succinctement au-dessus du cartouche du document avec la date et l'indice de modification. Le maître d'œuvre se réserve la possibilité de refuser tous documents non suffisamment explicités ou ne répondant pas au degré d'exigence demandé.

2.1.2 Nettoyages en fin d'intervention et gestion des déchets

L'entreprise nettoiera l'ensemble de ses ouvrages en fin d'intervention et assurera un nettoyage régulier de son chantier. Evacuation de tous les gravats et débris de chantier.

2.2 Mise en place de signalisation palière sur ascenseur existant

L'entreprise devra prévoir dans son offre la mise en conformité des cabines d'ascenseur par l'ajout d'une signalisation palière réglementaire.

La signalisation comprendra au niveau des paliers extérieurs de chaque niveau :

- Un signal sonore qui prévient du début d'ouverture des portes ;
- Deux flèches lumineuses d'une hauteur d'au moins 40 mm pour indiquer le sens du déplacement ;
- Un signal sonore utilisant des sons différents pour la montée et la descente accompagnant l'illumination des flèches.
- Un indicateur visuel permettant de connaître la position de la cabine. La hauteur des numéros d'étage est comprise entre 30 et 60 mm ;
- A l'arrêt de la cabine, un message vocal indique sa position

La prestation comprendra toutes les sujétions d'adaptation à la cabine existante, dont notamment :

- Percements divers, pour passage de câble,
- Alimentations électriques nécessaires au fonctionnement de la signalisation,
- Modification du tableau électrique dédié,
- Adaptation des habillages intérieurs et extérieurs de la cabine suivant nécessiter,
- Compris essais et mise en service en fin de chantier
- Liste non exhaustive.

Signalétique conforme à la réglementation PMR et normes en vigueur.

Localisation : ensemble des paliers de l'ascenseur du bâtiment 1 et 2.

2.3 Commande à clés – Elévateur

L'entreprise devra prévoir dans son offre le remplacement de la commande montée et descente de l'élévateur par une commande à clé.

Les travaux à réaliser sont les suivants :

- Fourniture et pose d'une commande à clés (clé type 405 ou 455) sur le tableau de commande de l'ascenseur existant, permettant d'établir la montée et la descente de l'appareil.
- Intégration de la commande à clés dans le système de contrôle de l'ascenseur de manière à garantir un fonctionnement optimal et sécurisé.

Mise à jour du système de câblage pour l'intégration de la commande à clés, tout en respectant les normes électriques en vigueur (NF C 15-100).

Test du bon fonctionnement de la commande à clés après installation et validation des performances en conditions réelles.

a prestation comprendra toutes les sujétions d'adaptation à la cabine existante, dont notamment :

- Percements divers, pour passage de cable,
- Adaptation des habillages de la cabine suivant nécessiter,
- Compris essais et mise en service en fin de chantier
- Liste non exhaustive.

Localisation : Ancien élévateur PMR – Bâtiment 1

2.4 Dossier des ouvrages exécutés

L'entreprise doit fournir en fin de chantier le DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES, établi en 3 exemplaires papiers et 1 exemplaire numérique (USB) comprenant :

- Les plans d'exécution et de détails des ouvrages réalisés,
- Les procès-verbaux d'essai pour les matériaux et les ouvrages devant avoir des performances acoustiques, coupe-feu, stable au feu, etc.
- Les fiches techniques des matériels et matériaux mis en œuvre, ces fiches seront suffisamment détaillées pour permettre à l'utilisateur d'effectuer ou de faire effectuer l'entretien courant.

Le dossier devra être envoyé à la maîtrise d'œuvre pour validation avant envoi à la maîtrise d'ouvrage.

Il devra être fourni au plus tard avant la réception des travaux.